

sig. Languetin

T é l é g r a m m e (ch.)

Berne, le 13 novembre 1975

✓ Ambassade de Suisse, Tokyo	24
✓ Ambassade de Suisse, Paris	52
✓ Ambassade de Suisse, Rome	14
✓ Délégation suisse près l'OCDE, Paris,	53
✓ Ambassade de Suisse, Londres (pour information)	17

757.3.06 - L

De Commerce.

Le sommet économique et monétaire de six pays, convoqué par le président de la République française et commençant le 15 novembre, discutera probablement de la participation des pays de l'OCDE à la conférence sur la coopération économique dont la convocation a été prévue pour le 16 décembre à Paris. La question de la représentation de la Communauté ne pourra sans doute pas être réglée à cette occasion. Cependant, à toutes fins utiles et parce que l'Autriche (dessein politique de Kreisky) pousse activement sa candidature à l'un des huit sièges réservés aux pays industrialisés, nous vous demandons d'intervenir dans les plus brefs délais au niveau politique pour transmettre le message ci-après. (Nous prions la Délégation suisse près l'OCDE d'adresser copie de ce message à M. Yoshino, vice-ministre des affaires étrangères du Japon, à l'Hôtel Méridien à Paris, en précisant qu'il a été remis par notre ambassade à Tokyo aux autorités japonaises). Des démarches analogues ont déjà été faites à Bonn et à Washington.

Début du message:

A un mois de l'ouverture de la conférence internationale sur la coopération économique, les autorités suisses se préoccupent du



- 2 -

fait qu'une décision n'est pas encore intervenue au sujet de la répartition des huit sièges réservés aux pays de l'OCDE. Cette répartition est particulièrement importante puisque la conférence internationale, tout en étant restreinte, devra être représentative de l'ensemble des pays.

La Suisse a déjà pris, dans les organes de l'OCDE et dans l'Agence internationale de l'énergie, une part active à la préparation des questions de fond qui seront vraisemblablement abordées dans le dialogue. Elle y est incitée non seulement par sa prise de conscience des problèmes mondiaux, mais aussi par sa situation particulière dans l'économie mondiale et par le rôle qu'elle est appelée à jouer dans des domaines spécifiques. Elle dépend de l'étranger pour 80 % de son énergie et importe pratiquement toutes ses matières premières. Ses activités économiques extérieures - échanges et services - représentent près de 40 % de son produit national brut. Par tête d'habitant, son commerce extérieur est l'un des plus élevés du monde. Il en est de même de ses investissements à l'étranger, particulièrement dans les pays en développement où elle arrive dans les premiers rangs, en valeur absolue, pour les montants investis. Vu l'expérience ainsi acquise et l'importance de sa place financière, nous pensons que la Suisse serait particulièrement apte à contribuer à la recherche de solutions dans un domaine essentiel du dialogue.

La Suisse estime pour ces diverses raisons qu'elle est objectivement qualifiée pour occuper l'un des huit sièges réservés à l'OCDE. C'est ce qui l'a incitée à se porter candidate et à marquer particulièrement son intérêt pour la commission de l'énergie et la commission financière.

Fin du message.

POLITIQUE